

*La philosophie politique aujourd'hui. Idées, débats, enjeux de*  
Christian Delacampagne, Paris, Seuil, 2000, 245 p.

*Cités, Sociétés sans droits?*, n<sup>o</sup> 1, Paris, Presses universitaires  
de France, 2000, 286 p.

Linda Cardinal

Volume 19, numéro 2-3, 2000

Judiciarisation et pouvoir politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040240ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040240ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cardinal, L. (2000). Compte rendu de [*La philosophie politique aujourd'hui. Idées, débats, enjeux* de Christian Delacampagne, Paris, Seuil, 2000, 245 p. / *Cités, Sociétés sans droits?*, n<sup>o</sup> 1, Paris, Presses universitaires de France, 2000, 286 p.] *Politique et Sociétés*, 19(2-3), 292–294. <https://doi.org/10.7202/040240ar>

---

***La philosophie politique aujourd'hui. Idées, débats, enjeux***

de Christian Delacampagne, Paris, Seuil, 2000, 245 p. et *Cités, Sociétés sans droits ?*, n° 1, Paris, Presses universitaires de France, 2000, 286 p.

Malgré ses querelles de clochers, le milieu intellectuel français semble plus dynamique que jamais, notamment dans le domaine de la philosophie politique. Certes, le projet est ambitieux : philosophes et historiens de la pensée politique, dont font partie Yves Charles Zarka et Christian Delacampagne, cherchent à renouveler la philosophie politique en un outil d'analyse du réel, un moyen de réflexion critique permettant de penser autrement la vie au sein de la cité. Serions-nous devant un nouvel effet de mode ? Le virage vers la philosophie politique semble bien pris, et il faut s'en réjouir. Il a donné lieu récemment à la naissance d'une nouvelle revue de philosophie, de politique et d'histoire, *Cités*, dirigée par Yves Charles Zarka.

Soulignons que *Cités* apparaît au pluriel car le principe premier de la revue est de penser tant la cité réelle que celle qui pourrait être. Selon C. Zarka, l'ambition intellectuelle de la revue, « associer le retour au *réel* et l'ouverture au *possible* » (p. 3), servira à réorienter le questionnement philosophique. Ainsi, la description du réel ne sera plus uniquement l'affaire des sciences sociales. *Cités* entend bien combiner la description, le jugement et l'évaluation critique. À travers l'ouverture au possible permettre, selon C. Zarka, de faire apparaître l'effort de critique indissociable de la philosophie, voilà le travail qu'il reste à mener. Dans cette perspective, le premier numéro de *Cités* a porté sur les sans-droits et le deuxième portera sur Foucault.

Dans une société de plus en plus judiciaire, comment expliquer que des catégories entières d'individus soient privés de droits ? Ainsi, les animateurs de *Cités* tentent de sensibiliser le lecteur à un thème toutefois assez bien connu, celui du pluralisme juridique. Par ailleurs, ce n'est peut-être pas

un hasard si l'entretien qui accompagne le dossier principal de ce numéro a eu lieu avec Amartya Sen sur l'économie de marché. Toutefois, le lecteur pourra être déçu de constater que cet entretien date déjà de 1989 et qu'il est déjà paru dans le *Journal of Economic Perspective*.

L'équipe de la revue est représentée par un imposant comité scientifique international auquel C. Zarka a associé des chercheurs de l'Europe, des Amériques et d'Israël. La facture est sobre tout en associant dossier, entretien, débat, article de fond, lexique, analyse du discours politique, actualités de la recherche et bibliographies. De fait, la revue s'adresse plutôt à un public averti qui pourra l'utiliser comme une référence pertinente. Le premier numéro comprend notamment un article qui fait état de la situation de la philosophie politique en Italie et plusieurs bibliographies.

Pour sa part, Christian Delacampagne se propose également de réhabiliter la philosophie politique afin de penser la politique aujourd'hui. Avouons que l'ambition de ramener les philosophes vers le réel est de taille mais elle permet, selon C. Delacampagne, de prendre conscience que la philosophie politique n'est pas un simple corpus de doctrines disparates coupées de la réalité.

Le livre de C. Delacampagne est divisé en onze chapitres. Il aborde tour à tour les concepts classiques de la philosophie politique, dont ceux de liberté et de justice, qu'il tente d'analyser en regard des débats politiques contemporains, notamment de la question de la mondialisation. L'auteur nous incite à juger, à évaluer et à prendre conscience que les débats actuels ont des racines philosophiques. Penser la liberté et la justice au sein des sociétés démocratiques, pour lui, c'est œuvrer au dépassement de l'État-nation pour toutes les misères qu'il nous a fait subir et prendre le parti de l'exigence kantienne du « droit cosmopolitique » entre autres, droit redevenu populaire grâce à Jürgen Habermas. Cela dit, le projet de C. Delacampagne est aussi celui d'une génération qui a vécu Mai 1968 et qui se donne aujourd'hui comme projet de combattre les nationalismes et de dépasser la forme politique que représente l'État-nation. Bref, l'auteur donne l'impression de parler au nom de toute une génération, ce qu'on pourra lui reprocher, celle des *baby-boomers*.

De plus, la démonstration de la pertinence du projet de l'auteur n'est pas toujours très convaincante. Le style très militant du livre peut parfois rebuter le lecteur qui cherche plutôt une introduction à la philosophie politique. L'auteur propose des résumés fort utiles de débats contemporains portant sur les concepts de liberté et de justice. Toutefois, ces résumés sont parfois tellement succincts que toute nuance que nécessite un tel travail semble impossible en raison du style de l'auteur. Ainsi en est-il de sa façon de camper les auteurs qui accordent une priorité à la question de la liberté, depuis Tocqueville jusqu'à Marcel Gauchet, par rapport à ceux qui s'interrogent davantage sur le thème de la justice comme John Rawls ou Michael Sandel. Il met les uns et les autres dans des camps séparés qu'il donne l'impression d'opposer, alors que rien ne permet de justifier son procédé. Est-ce que des penseurs tels que Raymond Aron, Pierre Manent ou Marcel

Gauchet n'ont rien à dire sur la justice ou est-ce qu'ils seraient contre l'État providence, alors que les libéraux communautariens anglo-américains seraient devenus les uniques défenseurs de la social-démocratie?

Le traitement du nationalisme par C. Delacampagne frise aussi la caricature. Associant le patriotisme des Grecs anciens au nationalisme de nos contemporains, l'auteur semble faire fi du mouvement historique que représente la naissance de l'État-nation. Comment les Grecs anciens pouvaient-ils être nationalistes alors que la nation n'existait pas à leur époque?

Enfin, le livre, malgré ses travers et son style parfois trop militant, constitue un résumé des débats contemporains, qui intéressera le lecteur désireux de faire un tour d'horizon rapide des enjeux logés au cœur de la philosophie politique engagée. Nul besoin d'adhérer au projet d'un droit cosmopolitique pour apprécier l'ouvrage de Delacampagne. Toutefois, il est vrai que les questions d'immigration et de mondialisation obligent à réfléchir au problème d'une justice internationale. Mais il ne faut pas oublier que les États-nations demeurent les lieux de réalisation de la citoyenneté, voire de la constitution des cités que nous voulons et avons en partage.

Linda Cardinal  
*Université d'Ottawa*